

COMPTES  
ANNUELS  
CONSOLIDÉS

20





COMPTES  
ANNUELS  
CONSOLIDÉS

2019



# SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS  
**2019**

Zimbabwe\_Route Makuti-Chirundu





CONDURIL **04**

RAPPORT CONSOLIDÉ  
DE GESTION **10**

ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS ET ANNEXE **18**

RAPPORT ET AVIS  
DU CONSEIL  
DE SURVEILLANCE **60**

CERTIFICATION LÉGALE  
DES COMPTES CONSOLIDÉS **64**





**CONDURIL**



## CONDURIL

« Pour gagner, les entreprises doivent veiller à établir des objectifs spécifiques et à mettre en œuvre ces références.

Il est également de la plus haute importance que des valeurs d'entreprise éthiques et claires soient établies en tant que partie intégrante de la culture d'entreprise, en cherchant à être exigeant dans la manière dont elles sont respectées dans la vie quotidienne de l'organisation. Dans l'industrie du bâtiment en particulier, l'existence d'un ensemble de valeurs clairement assumées par l'entreprise constitue *per se* une caractéristique de première importance et un facteur qui permet de la distinguer profondément sur le marché, en lui conférant des caractéristiques pertinentes de compétitivité générale.

Au cours des cinquante dernières années pendant lesquelles nous avons dirigé cette entreprise, nous avons sans cesse cherché à améliorer son fonctionnement. À un moment donné, cette préoccupation a exigé la publication en interne d'un ensemble de documents afin de procéder à un registre écrit des thèmes clés de la gestion de l'entreprise, permettant ainsi leur consultation et définissant la manière dont tous les collaborateurs, dans le cadre de leurs fonctions, doivent orienter leurs décisions et comportements, en particulier : dans le cadre de la stratégie de Conduril ; lors de la réalisation des travaux ; dans le traitement des clients ; dans leurs relations avec les autres collaborateurs et la société en générale en tant que collaborateurs de Conduril ; et dans le respect de nos valeurs et principes.

## **VISION**

Conduril développe toute son activité dans le domaine du génie civil et son objectif principal, que ce soit en termes techniques ou économiques, est d'être (et d'être reconnue par le marché en tant que telle) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie tout en ayant en simultané les caractéristiques suivantes :

Être une grande entreprise à l'échelle nationale sur le plan technique et économique, capable de répondre à tout chantier de génie civil, aussi bien au Portugal qu'à l'étranger.

Être, en termes de nombre total de personnes en activité, au niveau national, une entreprise de taille moyenne, flexible, capable de répondre aux différentes demandes du marché et dotée d'une grande capacité technique capable, avant toute chose, de constituer une base solide pour soutenir ses activités à l'étranger.

## **MISSION**

Notre mission est de créer une richesse durable pour nos actionnaires et la durabilité des meilleures conditions de travail et de rémunération pour nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction en tant que premier vecteur de notre responsabilité sociale, qu'ils soient en activité ou à la retraite, en particulier à travers le complément de pension d'environ 22,5 % supérieur aux retraites normales, provenant de notre fonds de pension créé en 1989, la durabilité de Conduril Academy en Angola et au Mozambique et le maintien des bourses universitaires dans ces pays, dont le support suppose la pérennité de Conduril et implique l'obtention persistante de résultats.

## **VALEURS**

Nous pensons que nous ne pouvons créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire gagner, que de la bonne manière : avec franchise, confiance et responsabilité fondées sur une culture de l'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un strict respect des règles et des règlements. Ce sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

« Nous sommes déterminés à promouvoir et préserver "dans les cent (100) prochaines années" nos valeurs et nos principes fondamentaux, en cultivant attentivement les conditions de survie nécessaires » : cohésion, consistance, méritocratie, loyauté, rigueur, éthique et culture.

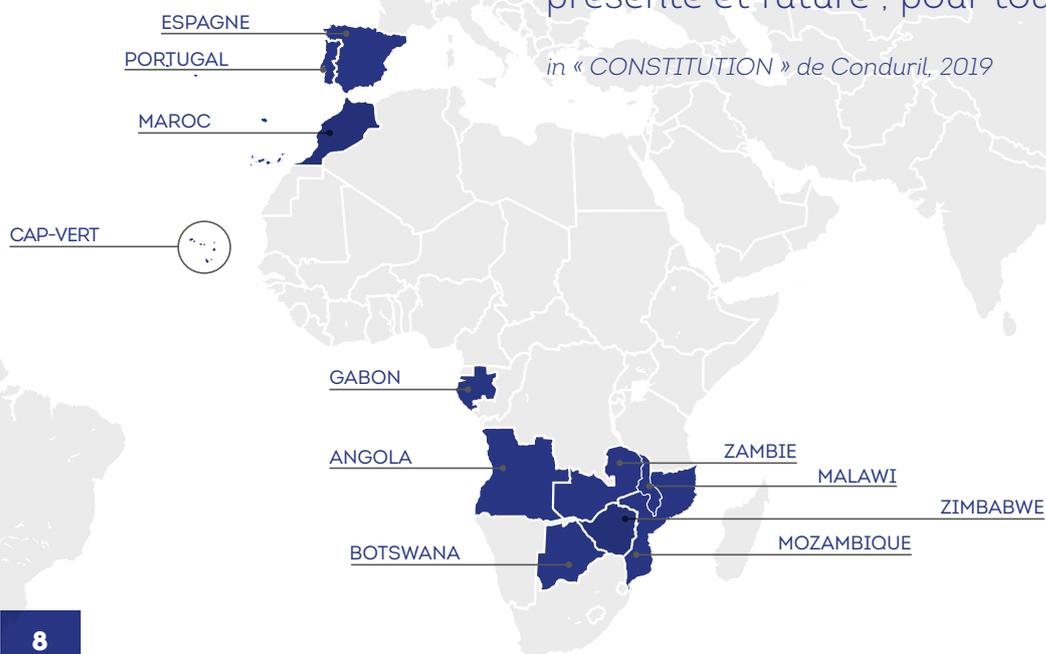


La capacité d'adaptation à la société est essentielle pour une entreprise qui agit sur le marché international afin de s'intégrer au mieux dans l'environnement social existant, tout en respectant les coutumes locales et en collaborant avec intelligence, autant que possible, dans le cadre de sa responsabilité sociale.

Une culture telle que celle de Conduril, qui valorise l'action, favorise la transparence, forme les collaborateurs et stimule la communication, fournit de l'énergie cinétique au plan et constitue un engagement envers ses collaborateurs.

Cet ensemble de documents "normatifs", qui a été mis à disposition de tous oralement et par écrit au cours de ces cinquante dernières années, a abouti, en 2019, à la publication unifiée des principes de gouvernement de l'entreprise, consacrés dans notre "CONSTITUTION" : le véritable lien entre tous les collaborateurs, capable d'assurer la pérennité de Conduril avec tous les avantages que cela implique : pour tous les collaborateurs ; pour tous ceux concernés par notre responsabilité sociale active, présente et future ; pour tout le pays. »

*in « CONSTITUTION » de Conduril, 2019*



## **ORGANES SOCIAUX**

### **BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Crisóstomo Aquino de Barros (président)  
Amadeu Augusto Vinhas

Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

António Luís Amorim Martins (président)  
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins  
Maria Luísa Andrade Amorim Martins  
António Baraças Andrade Miragaia

António Emanuel Lemos Catarino  
Jorge Lúcio Teixeira de Castro  
Miguel José Alves Montenegro de Andrade  
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

### **COMITÉ EXÉCUTIF**

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins  
(PDG)  
Maria Luísa Andrade Amorim Martins  
(vice-PDG et DAF)  
António Baraças Andrade Miragaia

António Emanuel Lemos Catarino  
Jorge Lúcio Teixeira de Castro  
Miguel José Alves Montenegro de Andrade  
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

### **CONSEIL DE SURVEILLANCE**

Ademar Américo Soares Paiva (président)  
Maria de Lourdes Lopes Chaves

Júlio Gales Ferreira Pinto  
João Ricardo Araújo Monteiro Rocha (suppléant)

### **CABINET D'AUDIT**

Horwath & Associados, SROC, Lda.  
Représenté par  
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro

João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires  
(suppléant)



# RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION



COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS  
**2019**



## **RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION**

**CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET DISPOSITIONS LÉGALES  
APPLICABLES, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CONDURIL  
- ENGENHARIA, S.A. PRÉSENTE ET SOUMET À L'APPRÉCIATION  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE RAPPORT  
CONSOLIDÉ DE GESTION, LES COMPTES CONSOLIDÉS DE  
LA PÉRIODE ET LES AUTRES DOCUMENTS DE REDDITION DES  
COMPTES CONSOLIDÉS CONCERNANT L'EXERCICE DE 2019.**

1. Le rythme de croissance du produit intérieur mondial enregistré en 2019 a été le plus faible depuis 2001, à savoir 2,9 %. Les perspectives futures ne sont pas encourageantes, les projections pour 2020 étant revues à la baisse et la croissance ne devant pas être supérieure à 3 %, compte tenu des incertitudes générées par des différends dans le cadre du commerce global, par des questions géopolitiques et, plus récemment, par l'effondrement de la demande et la disruption des chaînes mondiales de production en raison de la propagation rapide du nouveau coronavirus (Covid-19).

D'après les dernières estimations de l'Institut national de la statistique, l'économie portugaise a progressé de 2,2 % en 2019, un ralentissement s'étant vérifié par rapport à 2018 (2,8 %). Le secteur de la construction a conservé son cycle de croissance, qui a débuté en 2017 et a suivi la crise longue et grave qui l'a frappé au cours d'une décennie et demie. Selon les dernières données de la FEPICOP (Fédération portugaise de l'industrie du bâtiment et des travaux publics), la production dans la construction a enregistré, en 2019, une croissance réelle de 6 % sur un an, un léger ralentissement de cette croissance (5,5 %) étant prévu pour 2020.

En 2019, l'Angola est demeuré en récession pour la 4<sup>e</sup> année consécutive, la production réelle enregistrant une légère contraction (-0,3 %). D'après le Fonds monétaire international, une croissance d'environ 1 % est attendue en 2020, suite aux réformes structurelles que le Gouvernement a mis en place au niveau économique, fiscal et financier afin de réduire le fardeau de la dette extérieure, stimuler la diversification de l'économie soutenue par l'investissement privé et, ainsi, développer l'économie dans son ensemble. Néanmoins, la politique de change en vigueur, qui a généré une dévaluation continue de la monnaie nationale et des pressions inflationnistes sévères, associées aux risques de la volatilité des prix/de la production de pétrole, apporte une pression accrue sur la situation déjà fragile de son économie.

Les effets dévastateurs des cyclones Idai et Kenneth ont beaucoup restreint la performance économique du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe :

- au Mozambique, la croissance enregistrée en 2019 a été la plus faible de la dernière décennie et s'est établie à 2,2 % d'après l'Institut national de la statistique de ce pays. Cependant, on estime que la production de gaz naturel dans ce pays, ainsi que les efforts de reconstruction post-cyclones et l'amélioration progressive des conditions monétaires et de l'accès aux marchés de capitaux après l'accord de restructuration des dettes obtenu en 2019 donnera un élan à l'économie et permettra d'atteindre une croissance moyenne de 12,4 % au cours de cette décennie ;
- au Malawi, les effets néfastes causés par le cyclone Idai ont été atténués par une meilleure performance du secteur agricole et une plus grande stabilité macroéconomique. La production réelle a, ainsi, atteint une croissance de 5 % en 2019, face au taux de 4 % enregistré en 2018, une tendance pour les années à venir ;
- le PIB du Zimbabwe s'est contracté de 12,8 % en 2019 avec des chutes dans le secteur minier, l'agriculture et le tourisme. Avec les réformes monétaires et fiscales mises en œuvre, dont l'une est l'introduction d'une nouvelle monnaie en juin 2019 - le dollar zimbabwéen -, l'inflation a augmenté d'un chiffre en 2018 à plus de 200 % fin 2019. Si des mesures correctives sont adoptées afin de rétablir la stabilité macroéconomique, la croissance économique pourra s'élever à 5 % à court terme.

La croissance du PIB réel en Zambie a connu un ralentissement d'environ 2 % en 2019, inférieur à la chute de 4 % enregistrée en 2018. L'activité économique doit rester faible, avec une reprise modérée de la croissance se situant entre 2 et 3 % au cours des deux prochaines années. La grande dépendance des financements extérieurs et la croissance rapide de la dette publique ont exposé la Zambie à un risque élevé de surendettement.

Fortement dépendant du secteur pétrolier, le Gabon a conservé sa trajectoire de relance économique, en atteignant une croissance réelle du PIB estimée à 3,4 % en 2019, au lieu de 0,8 % en 2018, justifiée en grande partie par un pari sur des activités non pétrolières. Dans les années à venir, le pays devra maintenir un taux de croissance similaire à celui enregistré en 2019.

2. Malgré les contraintes des différents pays où le groupe Conduril (« groupe ») opère et qui menacent le secteur de la construction, le chiffre d'affaires, en 2019, a dépassé 154 millions d'euros, une hausse d'environ 24 % face à la période antérieure, le résultat net s'élevant à 2,4 millions d'euros.

Au Portugal, quelques travaux de référence restent en cours, tels que la réhabilitation du pont international sur le fleuve Guadiana, la construction du tronçon d'autoroute entre Vilar Formoso et la frontière espagnole, la construction du pont pour piétons à Arouca, l'élargissement de l'autoroute A4 entre Águas Santas et Ermesinde et la modernisation de la voie ferrée de la Beira Baixa entre Covilhã et Guarda. En Angola, on peut souligner la réhabilitation du port et des quais de Malongo et la réhabilitation de la route entre Condé et Ebo, ainsi que la construction de trois ponts sur la route N380 au Mozambique.

La présence internationale a été renforcée avec le début des travaux d'élargissement et de pavage de la route A1 entre Makuti et Chirundu, au Zimbabwe.

Dans le cadre des attributions, au Portugal, il convient de souligner également les travaux d'extension de la jetée est du port de Sines, à hauteur de 72 millions d'euros, et la requalification de l'école de Rabo de Peixe aux Açores ; en Angola, dans le cadre du Plan de sauvetage de routes, la requalification et la conservation de la route entre Ganda et Catengue ; au Mozambique, le réseau d'adduction d'eau entre Mathlemele et Guava ; en Zambie, la conclusion du système de distribution d'eau de Bombay ; et, au Malawi, la construction des nouvelles installations du Domasi College of Education et la construction d'un canal d'irrigation de 6 km à Chikwawa.

En 2019, l'activité nationale correspond à 35 % du chiffre d'affaires et le groupe prévoit que celui-ci représente environ 50 % en 2020. Ce marché possédant des marges inférieures à celles du marché extérieur, l'effet de change négatif de ce dernier qui a plus que doublé par rapport à 2018 s'ajoutant à cela, la performance du groupe a été moins favorable que celle de la période précédente.

Par conséquent, l'entreprise s'est axée sur l'amélioration de l'efficacité de ses actifs, ce qui s'est traduit en 2019 par une augmentation de son chiffre d'affaires, une proposition de valeur qui entraînera une amélioration générale de ses indicateurs de rentabilité à moyen terme.

INDICATEURS	2017	2018	2019
Actif net (€)	421 594 004	346 526 010	370 893 772
Passif (€)	203 641 959	134 027 840	161 620 781
Capitaux propres (€)	217 952 045	212 498 170	209 272 991
Dette nette (€) <sup>(1)</sup>	-31 269 629	-19 689 859	-1 051 957
Chiffre d'affaires (€)	146 807 517	124 574 488	154 775 033
VAB (€)	75 936 354	59 776 016	59 030 795
EBE (€)	36 051 392	25 651 997	20 248 176
Résultat net de l'exercice (€)	7 016 463	3 047 097	2 465 333
Autonomie financière	52 %	61 %	56 %
Liquidité générale	183 %	206 %	184 %
Ratio de solvabilité	107 %	159 %	129 %
Rentabilité des ventes	5 %	2 %	2 %
Rotation de l'actif	35 %	36 %	42 %

<sup>(1)</sup> La dette nette représente l'écart entre les financements bancaires et les disponibilités financières ou ressources assimilables du groupe.

La solidité économique et financière du groupe reste indiscutable, ce qui permet de reconnaître le mérite de la stratégie adoptée, avec un processus d'internationalisation consolidé, toujours attentif et réactif aux contraintes et aux opportunités des marchés.

### 3. Le groupe est axé sur l'amélioration de sa capacité de production, ce qui n'est possible qu'en pariant sur la mise à jour, le renouvellement et l'amélioration continus de tous ses actifs.

Son capital humain est considéré l'un des éléments de différenciation qui permet de potentialiser sa capacité. L'accent sur le développement des compétences et des qualifications de son personnel s'est traduit par la mise en place de plusieurs actions de formation pour un volume total supérieur à 29 200 heures, auquel son académie de formation - Conduril Academy qui a fêté en 2019 ses dix années d'existence, d'échanges, de savoir et d'impacts - a contribué de manière significative.

Au cours de l'année 2019, le groupe a employé 2 180 collaborateurs en moyenne (2 110 en 2018), dont 81 % hors du territoire portugais.

Le Fonds de pension Conduril demeure le pilier de sa politique de responsabilité sociale et sa valeur s'élevait, à la fin décembre 2019, à 10,2 millions d'euros.

Au niveau des actifs patrimoniaux, il y a eu également un renforcement important de compétences garantissant la réponse aux exigences techniques de nos ouvrages et du marché : en 2019, cette stratégie a requis un investissement d'environ 10 millions d'euros, un montant qui doit plus que doubler en 2020.

4. Dans son portefeuille d'investissements, Conduril détient des participations dans les concessionnaires de deux des sous-concessions routières du Portugal :

- 21,85 % dans la société SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A., avec laquelle l'IP - Infraestruturas de Portugal, S.A. a conclu le contrat pour la sous-concession du Baixo Alentejo, qui a fait l'objet d'une renégociation et de l'approbation de la Cour des comptes en 2017 et qui est à présent dans sa phase d'exploitation ;
- 23,64 % dans la société RAL - Rotas do Algarve Litoral, S.A., avec laquelle l'IP a conclu le contrat pour la sous-concession de l'Algarve Litoral. Le contrat initial a fait l'objet de modifications et un « contrat de concession modifié », dont l'approbation a été refusée par la Cour des comptes en 2018, a été signé. Par conséquent, RAL a demandé la reconnaissance de son droit de résilier le lien contractuel existant et d'être indemnisée pour l'investissement réalisé jusqu'à cette date, ce qui a été refusé par l'IP. Cela a obligé à recourir aux instruments juridiques avec une procédure d'arbitrage entamée en septembre 2019, qui inclut une demande d'indemnité de 445 millions d'euros et la résiliation du contrat. C'est avec beaucoup de conviction que Conduril prévoit une décision favorable, le Gouvernement lui-même ayant annoncé l'inclusion d'une enveloppe dans le budget de l'État 2020 à cet effet.

5. Au fil des ans, le groupe a promu des politiques actives de gestion de la qualité, de renforcement de la sécurité et une attitude écologiquement engagée, à travers la planification, l'évaluation des risques et des impacts et la définition de méthodes de contrôle.

Au cours de l'année, cet effort s'est traduit par :

- le renouvellement de la certification du système de gestion de la qualité au Portugal (y compris la filiale Edirio) et en Angola, ainsi que le suivi de celui-ci au Mozambique selon la norme NP EN ISO 9001:2015, par l'APCER (Agence portugaise de certification) ;
- le suivi de la certification dans le cadre du système de gestion de la sécurité et de la santé au travail au Portugal (y compris la filiale Edirio) et au Mozambique, ainsi que le renouvellement de celle-ci en Angola selon les normes OHSAS 18001:2007 et NP 4397:2008, par l'APCER ;
- le suivi de la certification du système de gestion environnementale au Portugal, ainsi que l'obtention de celle-ci au Mozambique, selon la norme NP EN ISO 14001:2015, par l'APCER ;
- le suivi de l'accréditation par l'IPAC (Institut portugais d'accréditation) du laboratoire central du Portugal et la transition vers la norme NP EN ISO/IEC 17025:2018 ;
- le maintien de la certification dans le cadre du marquage CE pour les structures métalliques fabriquées à Edirio - Construções, S.A., selon la norme EN1090+1:2009+A1:2011 accordée par l'APCER ; et,
- au Mozambique, la construction du laboratoire central a été achevée et les exigences de la norme NP EN ISO/IEC 17025:2018 ont été mises en place en vue de l'accréditation des principaux essais dans le domaine des sols, des agrégats et du béton hydraulique, dont la délivrance du certificat devra avoir lieu jusqu'à la fin de 2020.

6. La faiblesse présentée par les projections globales a obligé le groupe à envisager le futur avec une attention et pondération particulières.

Malgré l'optimisme installé sur le marché portugais, seuls 77 % des fonds destinés au programme Portugal 2020 sont achevés ou en cours et quelques-uns des principaux investissements en matière d'infrastructures ont été transférés vers le nouveau programme national d'investissements qui couvre la période 2021-2030.

Sur les marchés internationaux où le groupe opère, le secteur ne présente pas encore de relance solide. Le nombre de travaux en cours est résiduel et il y a peu de projets faisant l'objet d'un appel d'offres ou ceux-ci sont successivement reportés.

En 2020, le portefeuille des travaux du groupe s'élève à 500 millions d'euros et il est attentif à des projets financés qui seront bénéfiques sur le plan stratégique et économique dans les différentes zones géographiques, tout en restant attentive à la rentabilité de son concept d'entreprise et au renforcement de sa culture, tous deux essentiels pour soutenir sa pérennité.

#### 7. Autres informations :

- a) Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc.
- b) Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité sociale.
- c) Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.
- d) Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.
- e) Aucune modification n'est survenue au cours de l'année 2019 en ce qui concerne le nombre d'actions de Conduril - Engenharia S.A. détenues par des titulaires du Conseil d'administration.

8. Le Conseil d'administration propose dans ses comptes annuels individuels que le résultat net de l'exercice de 2019, à hauteur de 2 461 138 euros, soit intégralement transféré aux Réserves libres.

9. Le Conseil d'administration voudrait exprimer sa reconnaissance à tous ceux qui, au cours de l'année 2019, l'ont soutenu dans la poursuite des objectifs établis par le groupe. Il tient à remercier le soutien et la confiance démontrés par les actionnaires, ainsi que la disponibilité du Conseil de surveillance et du Cabinet d'audit. Il reconnaît l'engagement, le professionnalisme et le dévouement de tous ses collaborateurs, ainsi que la coopération fondamentale des clients, des fournisseurs et des institutions bancaires.

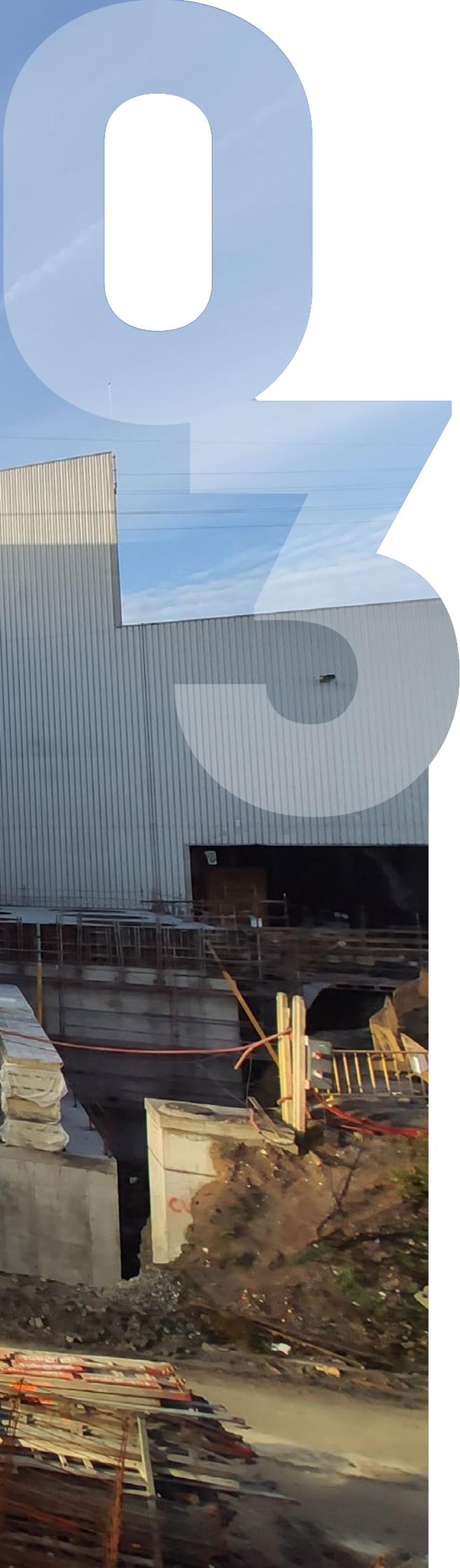
Fait à Ermesinde, le 4 mars 2020

Le Conseil d'administration,





**ÉTATS FINANCIERS**  
**CONSOLIDÉS**  
**ET ANNEXE**



**COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS**  
**2019**

# BILAN CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2018

Montants exprimés en EUROS

	NOTES	2019	2018
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF NON COURANT</b>			
Immobilisations corporelles	2;3;8	59 754 129	54 884 005
Immobilisations incorporelles	2;3;7	5 540 046	5 335 521
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;10	710 789	823 721
Autres immobilisations financières	3;10	91 872 418	89 280 114
Actifs d'impôt différé	3;18	226 280	63 198
Sous-total		158 103 662	150 386 559
<b>ACTIF COURANT</b>			
Stocks	3;11	12 722 558	13 544 069
Clients	3;19	101 265 037	99 452 174
Clients avec une retenue de garantie	3;19	4 122 995	3 117 604
État et autres organismes publics	21	15 662 198	14 865 706
Actionnaires		7 159	7 175
Autres comptes débiteurs	3;19;21	68 147 219	52 541 556
Charges constatées d'avance	3;21	672 250	362 547
Autres actifs financiers	3;19	1 482	1 420
Encaisse et dépôts en banque	3;4	10 189 212	12 247 200
Sous-total		212 790 110	196 139 451
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>370 893 772</b>	<b>346 526 010</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 453 109	3 444 152
Autres réserves		202 621 765	200 716 282
Résultats reportés		5 752 326	5 004 165
Écarts de réévaluation		2 708 790	2 708 790
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(16 807 417)	(11 537 690)
Sous-total		206 778 573	209 385 699
Résultat net de l'exercice		2 461 138	3 045 107
Sous-total		209 239 711	212 430 805
Participations ne donnant pas le contrôle		33 280	67 365
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3</b>	<b>209 272 991</b>	<b>212 498 170</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>PASSIF NON COURANT</b>			
Provisions	3;14	3 055 500	2 856 386
Financements obtenus	3;9;19	41 537 311	34 616 607
Passifs d'impôt différé	3;18	1 347 247	1 356 928
Autres comptes créditeurs	3;21	253 410	-
Sous-total		46 193 468	38 829 921
<b>PASSIF COURANT</b>			
Fournisseurs	3	40 768 618	33 978 207
Avances de clients	3	14 332 353	17 270 399
État et autres organismes publics	21	19 677 611	17 290 778
Actionnaires		2 846 179	2 846 180
Financements obtenus	3;9;19	25 178 178	12 934 358
Autres comptes créditeurs	3;21	11 475 204	10 271 947
Produits constatés d'avance	3;21	1 149 170	606 048
Sous-total		115 427 313	95 197 919
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>161 620 781</b>	<b>134 027 840</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>		<b>370 893 772</b>	<b>346 526 010</b>

L'administration,

Le comptable certifié,

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR NATURE

AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2018

Montants exprimés en EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2019	2018
Ventes et services fournis	3:13:21:23	154 775 033	124 574 488
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	3	149 220	630 313
Variation des stocks de la production	3:11	87 012	103 879
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 706 850	1 540 773
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	11	(39 338 324)	(27 369 092)
Fournitures et services extérieurs	21	(51 144 471)	(43 427 304)
Frais de personnel	3:20:21	(38 782 619)	(34 124 019)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3:11	-	(25 307)
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3:19	(65 457)	271 143
Provisions (augmentations / diminutions)	3:14	(197 043)	(262 455)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur		-	-
Autres revenus	15:21	10 000 130	18 596 124
Autres charges	2:15:21	(17 204 655)	(14 873 168)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		19 985 676	25 635 379
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3:7:8	(4 171 339)	(6 443 673)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		15 814 337	19 191 705
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3:21	(3 882 697)	(6 407 899)
Résultat avant impôts		11 931 640	12 783 806
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3:18	(9 466 307)	(9 736 709)
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>2 465 333</b>	<b>3 047 097</b>
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
<b>RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :</b>			
Détenteurs de capitaux de la société mère		2 461 138	3 045 107
Participations ne donnant pas le contrôle		4 195	1 990
Sous-total		2 465 333	3 047 097
<b>RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ</b>		<b>1,37</b>	<b>1,69</b>

L'administration,

Le comptable certifié,

# TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2018

Montants exprimés en EUROS

POSTES	NOTES	2019	2018
<u>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</u>			
Encaissements clients		109 828 301	176 878 856
Règlements fournisseurs		(87 816 426)	(75 678 533)
Rémunérations du personnel		(32 940 985)	(27 901 334)
Trésorerie générée par les opérations		(10 929 110)	73 298 990
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(1 886 833)	(1 795 046)
Autres encaissements / décaissements		(3 421 895)	(10 010 019)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)</b>		<b>(16 237 838)</b>	<b>61 493 925</b>
<u>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</u>			
<u>DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :</u>			
Immobilisations corporelles		(535 785)	(609 773)
Immobilisations incorporelles		(10 887)	-
Immobilisations financières		(2 722 144)	(12 241)
Autres actifs		-	-
<u>ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :</u>			
Immobilisations corporelles		-	-
Autres actifs		-	-
Intérêts et produits assimilés		3 066 560	2 440 141
Dividendes		118 600	800 907
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)</b>		<b>(83 656)</b>	<b>2 619 034</b>
<u>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</u>			
<u>ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :</u>			
Financements obtenus		84 607 985	85 351 145
Autres opérations de financement		-	-
<u>DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :</u>			
Financements obtenus		(62 763 383)	(134 053 310)
Financements leasings		(1 598 614)	(756 741)
Intérêts et charges assimilées		(3 619 931)	(5 947 608)
Dividendes		(900 000)	(2 700 000)
Réductions de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)</b>		<b>15 726 057</b>	<b>(58 106 514)</b>
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		(595 437)	6 006 445
Effets aduenant des différences de change		(1 462 551)	(1 316 115)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		12 247 200	7 556 870
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>4</b>	<b>10 189 212</b>	<b>12 247 200</b>

L'administration,

Le comptable certifié,

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Montants exprimés en EUROS

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE											
NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
<b>SITUATION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019</b>	10 000 000	(950 000)	3 444 152	200 716 282	5 004 165	2 708 790	(11 537 690)	3 045 107	212 430 806	67 364	212 498 170
Affectation du résultat de l'exercice			8 957	3 169 545	(133 395)			(3 045 107)			-
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 suite à l'affectation du résultat	10 000 000	(950 000)	3 453 109	203 885 827	4 870 770	2 708 790	(11 537 690)	-	212 430 806	67 364	212 498 170
<b>VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :</b>											
Première adoption du nouveau référentiel comptable											
Changements de méthodes comptables											
Écarts de conversion des états financiers							(3 858 015)	(3 858 015)	(3 858 015)	(38 280)	(3 896 295)
Libération d'écarts de réévaluation											
Écarts de réévaluation											
Ajustements d'impôt différé											
Application de la méthode de la mise en équivalence							(262 152)	(262 152)	(262 152)		(262 152)
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres				(364 062)	881 556		(1 149 560)	(632 066)	(632 066)	(38 280)	(632 066)
				(364 062)	881 556		(5 269 727)	-	(4 752 233)	(38 280)	(4 790 513)
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>											
Résultat global								2 461 138	2 461 138	4 196	2 465 334
								2 461 138	2 461 138	4 196	2 465 334
<b>OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE</b>											
Souscriptions de capital											
Souscriptions de primes d'émission											
Distributions				(900 000)					(900 000)		(900 000)
Apports à la couverture de pertes											
Autres opérations				(900 000)					(900 000)		(900 000)
				(900 000)					(900 000)		(900 000)
<b>SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2019</b>	<b>3</b>	<b>10 000 000</b>	<b>3 453 109</b>	<b>202 621 765</b>	<b>5 752 326</b>	<b>2 708 790</b>	<b>(16 807 417)</b>	<b>2 461 138</b>	<b>209 239 711</b>	<b>33 280</b>	<b>209 272 991</b>

L'administration

Le comptable certifié.



## **ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2019**

### **1. INTRODUCTION**

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.<sup>o</sup> Duarte Pacheco, 1835, 4445-416 Ermesinde - Valongo ; accompagnée de ses sociétés associées (« groupe »), elles ont pour activité principale les marchés publics de travaux et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

### **2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

**2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables du groupe et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :**

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

## 2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle advenant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent, à l'exception de l'effet mentionné dans la note 5 concernant la modification de la durée de vie utile prévue des biens des immobilisations corporelles et incorporelles. Par conséquent, l'analyse comparative des années 2019 et 2018 devra prendre en compte cet impact.

## 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

### 3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables des entreprises faisant partie du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal (NCRF).

#### A. Principes de consolidation

Les principes de consolidation adoptés par le groupe lors de la préparation de ses états financiers consolidés sont les suivants :

##### i. Participations dans des filiales

Les participations financières dans des entreprises dans lesquelles le groupe détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote dans l'assemblée générale ou dans lesquelles il détient le pouvoir de contrôler leurs politiques financières et opérationnelles (définition de contrôle utilisée par le groupe) sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Les capitaux propres et le résultat net de ces entreprises correspondant à la participation de tiers sont présentés séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Lorsque les pertes attribuables aux actionnaires / associés minoritaires dépassent l'intérêt minoritaire dans les capitaux propres de la filiale, le groupe absorbe cet excédent et toutes les pertes supplémentaires, sauf si les actionnaires / associés minoritaires sont tenus et en mesure de couvrir ces pertes. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, ceux-ci sont attribués au groupe jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires imputée au groupe ait été couverte.

Le résultat des filiales acquises ou vendues au cours de l'exercice est compris dans le compte de résultat depuis la date de leur acquisition ou jusqu'à la date de leur vente, respectivement.

Le cas échéant, des ajustements aux états financiers des filiales sont effectués afin d'adapter leurs méthodes comptables à celles utilisées par le groupe. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises du groupe sont supprimés lors du processus de consolidation.

Dans les situations où le groupe détient, en substance, le contrôle d'autres entités créées dans un but déterminé (« Entités ad hoc »), même s'il ne détient pas des participations en capital directement ou indirectement dans ces entités, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

##### ii. Participations dans des sociétés associées

Les participations financières dans des sociétés associées (les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence considérable, mais sans avoir leur contrôle ou un contrôle conjoint, à travers la participation aux décisions financières et opérationnelles de la société - généralement il s'agit d'investissements représentant entre 20 % et 50 % du capital d'une société - sont considérées comme telles) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières dans des sociétés associées sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou déduit de la valeur correspondant à la part des capitaux propres de ces sociétés, déclarées à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence. Les participations financières sont ultérieurement ajustées chaque année par la valeur correspondante à la participation dans le résultat net des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. De plus, les dividendes de ces entreprises sont enregistrés comme une diminution de la valeur de l'investissement, la part proportionnelle dans les variations des capitaux propres étant enregistrée comme une variation des capitaux propres du groupe.

Les différences entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la société associée à la date d'acquisition, si elles sont positives, sont comptabilisées comme *goodwill*. Si ces différences sont négatives, après nouvelle confirmation de la juste valeur attribuée, elles sont enregistrées comme gains de l'exercice dans le poste « Autres revenus ».

Une évaluation des participations dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme charges. Lorsque les pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices précédents cessent d'exister, elles font l'objet d'une reprise.

Lorsque la part du groupe dans les pertes cumulées de la société associée dépasse la valeur enregistrée de l'investissement, celui-ci est déclaré comme nul, sauf si le groupe s'est engagé avec la société associée, une provision pour faire face à ces obligations étant enregistrée dans ces cas.

Les revenus latents sur des transactions avec des sociétés associées sont supprimés dans les mêmes proportions que la participation du groupe dans la société associée, en contrepartie de l'investissement dans celle-ci. Les pertes latentes sont supprimées de manière similaire, mais seulement dans la mesure où la perte n'indique pas que l'actif transféré a subi une perte de valeur.

#### iii. Entités contrôlées conjointement

Les participations financières dans des entreprises / entités contrôlées conjointement ont été consolidées dans les états financiers ci-joints selon la méthode de l'intégration proportionnelle, depuis la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

La classification des participations financières détenues dans des entreprises / entités contrôlées conjointement est déterminée sur la base :

- des accords d'actionnaires régissant le contrôle conjoint ;
- du pourcentage effectif de détention ;
- des droits de vote détenus.

Toute différence de consolidation générée lors de l'acquisition d'une entreprise / entité contrôlée conjointement est enregistrée selon les méthodes comptables définies pour les filiales. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises contrôlées conjointement sont supprimés dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

#### iv. Goodwill

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. La valeur du *goodwill* n'est pas amortie. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises et sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice dans le poste « Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises) ».

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables (y compris des passifs éventuels) à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

Le gain ou la perte concernant la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe.

#### v. Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des états financiers des entités étrangères faisant partie de la consolidation sont convertis en euros, selon les taux de change en vigueur à la date de clôture et les revenus et charges selon les taux de change moyens. La différence de change résultant est enregistrée dans le poste de capitaux propres « Autres variations des capitaux propres ».

La valeur du *goodwill* et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'entités étrangères sont considérés comme des actifs et des passifs de ces entités et convertis en euros selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, la différence de change cumulée est comptabilisée dans le compte de résultat comme gains ou pertes de la cession.

### **B. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 3 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour le groupe, qu'elles soient contrôlables par le groupe ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont le groupe est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer des bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

### **C. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle. Il convient de noter que la durée de vie utile de quelques biens a fait l'objet d'une révision au cours de cet exercice. L'effet de cette modification d'estimation, dont l'impact s'est élevé à 1 163 258 euros, a été comptabilisé dans le compte de résultat.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	20 - 50
Équipement de base	5 - 16
Matériel de transport	6 - 12
Fournitures administratives	6 - 25
Autres immobilisations corporelles	6 - 16

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

#### **D. Contrats de location**

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels le groupe est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

#### **E. Intégration de succursales**

L'information comptable des succursales où le groupe opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation du groupe, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrés comme des revenus ou des charges dans le compte de résultat.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

#### **F. Dépréciation des actifs non courants (à l'exception du goodwill)**

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

#### **G. Charges des financements obtenus**

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

#### **H. Stocks**

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

#### **I. Instruments financiers**

##### i. Investissements

Les investissements dans d'autres entreprises sont enregistrés au coût d'acquisition ou, dans le cas des emprunts accordés, à la valeur nominale. Une évaluation de ces investissements est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

##### ii. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue.

À cet effet, le groupe prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non reçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

#### iii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

#### iv. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif étant considéré non significatif.

#### v. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou reçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

#### vi. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abatement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

#### vii. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

Le groupe ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque le groupe transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si le groupe conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers consolidés, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

#### viii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

#### **J. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels**

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par le groupe comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du groupe ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour le groupe. Le groupe ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

#### **K. Périodes économiques**

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

#### **L. Impôt sur les bénéfices de l'exercice**

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de chaque entreprise de la consolidation, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

#### **M. Actifs non courants détenus à la vente**

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

#### **N. Subventions gouvernementales ou d'autres organismes publics**

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

#### **O. Compléments de pension**

Conduril - Engenharia, S.A. s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements Conduril - Engenharia, S.A. a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 - Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

#### **P. Produit**

Le groupe comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, le groupe comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie.

Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

#### **Q. Charges afférentes à la préparation de propositions**

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

#### **R. Travaux au sein de l'entreprise**

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par des entreprises du groupe, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

#### **S. Faits survenus après la clôture de l'exercice**

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers consolidés. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

#### **T. Jugements et estimations**

Lors de la préparation des états financiers, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation s'est basé sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers consolidés des exercices prenant fin le 31 décembre 2019 et 2018 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

### 3.2. Autres méthodes comptables importantes

#### A. Résultats par action

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

#### B. Monnaie étrangère

Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2019		2018	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,89015	n/a	0,87336	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09290	0,09278	0,09130	0,09022
Pula botswanais	Euro	0,08400	0,08309	0,08150	0,08320
Metical mozambicain	Euro	0,01451	0,01430	0,01423	0,01402
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,06336	0,06875	0,07323	0,08010
Kwacha malawien	Euro	0,00121	0,00121	0,00120	0,00117
Kwanza angolais	Euro	0,00180	0,00234	0,00279	0,00325
Rand sud-africain	Euro	0,06376	n/a	0,06066	n/a
Dollar namibien	Euro	0,06370	n/a	0,06031	n/a
Dollar zimbabwéen	Euro	0,05320	0,05688	n/a	n/a

### 3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés

Lors de la préparation des états financiers consolidés conformément aux règles comptables NCRF, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les expectatives concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

### 3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers consolidés.

### 3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

#### A. Dépréciation des actifs

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de chaque entreprise faisant partie de la consolidation et sur les expectatives futures. Le groupe considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

## 4. FLUX DE TRÉSORERIE

### 4.1. Commentaire de la direction sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

### 4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Encaisse	231 419	203 012
Dépôts à vue	9 025 409	11 093 318
Dépôts à terme	932 384	950 870
<b>TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE</b>	<b>10 189 212</b>	<b>12 247 200</b>

## 5. MODIFICATIONS D'ESTIMATIONS

Des études ont été réalisées au cours de cet exercice afin de vérifier l'estimation des durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles. Suite à cette analyse, l'entreprise a modifié lesdites estimations pour quelques biens. Si cette modification n'avait pas eu lieu, les dépréciations et les amortissements de la période écoulée le 31 décembre 2019 seraient supérieurs de 1 163 258 euros.

## 6. PARTIES LIÉES

### 6.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

**A. Total de rémunérations :** 1 389 846 euros (2018 : 1 870 598 euros).

## 6.2. Transactions entre les parties liées

### A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
<b>SUCCURSALES :</b>			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Botswana	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon	-	-	-
<b>FILIALES :</b>			
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio - Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	Zimbabwe	100,00	100,00
<b>ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :</b>			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcántara - Garrouillas	Espagne	15,00	15,00
<b>SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :</b>			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	Portugal	20,11	21,85
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
<b>PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :</b>			
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION :</b>			
António Luis Amorim Martins (président) - PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du Comité exécutif) - PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du Comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alues Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	Angola	-	-

**B. Transactions et soldes ouverts :**

Au cours de cet exercice, le groupe a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2019 :

<b>PARTIES LIÉES</b>	<b>SOLDES OUVERTS ACTIFS</b>	<b>SOLDES OUVERTS PASSIFS</b>	<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES</b>
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>			
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 503	-	-
	828 503	-	-
<b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>			
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 332 373	-	20 000
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 473 348	-	20 000
	33 805 721	-	40 000
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
UTE Alcântara - Garrouillas	1 134 094	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	9 595	922 242	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	480 265	383 998	-
Sociedade Agricola da Quinta do Javali, Lda.	-	39 668	-
Mugige Vinhos, Lda.	1 737 090	-	-
	3 361 044	1 345 908	-
<b>PARTIES LIÉS</b>			
	<b>REVENUS</b>	<b>CHARGES</b>	
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
UTE Alcântara - Garrouillas	29 293	-	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	187 376	68 618	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	95 909	2 383	
Sociedade Agricola da Quinta do Javali, Lda.	-	23 224	
Mugige Vinhos, Lda.	2 260 500	-	
	2 573 078	94 225	

Au 31 décembre 2018 :

<b>PARTIES LIÉES</b>	<b>SOLDES OUVERTS ACTIFS</b>	<b>SOLDES OUVERTS PASSIFS</b>	<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES</b>
<b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b>			
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 503	-	-
	828 503	-	-
<b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>			
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 332 373	-	20 000
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 473 348	-	20 000
	33 805 721	-	40 000
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
UTE Alcântara - Garrouillas	1 212 122	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	-	590 442	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	1 194 156	1 030 350	-
	2 406 278	1 620 792	-
<b>PARTIES LIÉES</b>			
	<b>REVENUS</b>	<b>CHARGES</b>	
<b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>			
UTE Alcântara - Garrouillas	66 775	-	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	672 515	651 428	
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	303 700	19 110	
Sociedade Agricola da Quinta do Javali, Lda.	-	59 943	
	1 042 990	730 481	

## 7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

7.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

**A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Logiciels	6	16,67 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	6	16,67 %

**B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.**

**C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	31.12.2019		31.12.2018	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Logiciels	106 440	92 775	97 687	91 138
Propriété industrielle	48 446	1 605	48 446	1 325
Droits de superficie	5 868 885	616 592	5 881 721	600 149
Autres immobilisations incorporelles	229 522	2 275	2 006	1 727
<b>TOTAL</b>	<b>6 253 293</b>	<b>713 247</b>	<b>6 029 860</b>	<b>694 339</b>

**D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :**

AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE - AUTRES	31.12.2019	31.12.2018
Logiciels	1 637	5 240
Droits de superficie	16 485	19 702
Autres immobilisations incorporelles	735	-
<b>TOTAL</b>	<b>18 857</b>	<b>24 942</b>

**E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2019 et 2018 sont indiqués dans le tableau qui suit :**

	2019				
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>					
Solde au 31.12.2018	5 881 721	97 687	48 446	2 006	6 029 860
Acquisitions	15 694	8 753	-	227 516	251 963
Transferts et mise au rebut	(28 530)	-	-	-	(28 530)
Solde au 31.12.2019	5 868 885	106 440	48 446	229 522	6 253 293
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>					
Solde au 31.12.2018	600 149	91 138	1 325	1 727	694 339
Acquisitions	16 485	1 637	-	735	18 857
Transferts et mise au rebut	(42)	-	280	(187)	51
Solde au 31.12.2019	616 592	92 775	1 605	2 275	713 247
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>5 252 293</b>	<b>13 665</b>	<b>46 841</b>	<b>227 247</b>	<b>5 540 046</b>

					2018
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
<u>ACTIF BRUT :</u>					
Solde au 31.12.2017	5 801 425	97 873	48 446	2 006	5 949 750
Acquisitions	80 296	-	-	-	80 296
Transferts et mise au rebut	-	(186)	-	-	(186)
Solde au 31.12.2018	5 881 721	97 687	48 446	2 006	6 029 860
<u>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</u>					
Solde au 31.12.2017	580 447	86 084	1 325	1 727	669 583
Acquisitions	19 702	5 240	-	-	24 942
Transferts et mise au rebut	-	(186)	-	-	(186)
Solde au 31.12.2018	600 149	91 138	1 325	1 727	694 339
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>5 281 572</b>	<b>6 549</b>	<b>47 121</b>	<b>279</b>	<b>5 335 521</b>

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### 8.1. Information concernant les immobilisations corporelles

#### A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

#### B. Méthode de dépréciation utilisée :

Le groupe amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

#### C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	20 - 50	2 % - 5 %
Équipement de base	5 - 16	6,25 % - 20 %
Matériel de transport	6 - 12	8,33 % - 16,67 %
Fournitures administratives	6 - 25	4 % - 16,67 %
Autres immobilisations corporelles	6 - 16	6,25 % - 16,67 %

## D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

								2019
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>								
Solde au 31.12.2018	2 918 326	28 541 543	92 741 615	24 353 701	2 123 661	1 453 786	18 216 731	170 349 363
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	140 200	5 866 676	2 017 306	106 136	143 038	1 630 301	9 903 658
Cessions	-	-	(1 695 366)	(1 592 052)	-	-	-	(3 287 417)
Autres variations	-	(1 078 743)	(556 978)	(188 582)	(21 186)	(3 641)	1 137	(1 847 993)
Transferts et mise au rebut	-	763 925	(459 360)	(78 360)	(1 524)	-	(1 084 289)	(859 609)
<b>Solde au 31.12.2019</b>	<b>2 918 326</b>	<b>28 366 925</b>	<b>95 896 587</b>	<b>24 512 013</b>	<b>2 207 087</b>	<b>1 593 183</b>	<b>18 763 880</b>	<b>174 258 001</b>
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>								
Solde au 31.12.2018	-	18 549 018	74 249 263	19 931 288	1 821 459	914 330	-	115 465 358
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	660 086	2 612 321	668 735	54 279	157 061	-	4 152 482
Cessions	-	-	(1 556 185)	(1 606 146)	(4 616)	-	-	(3 166 947)
Autres variations	-	(605 565)	(535 806)	(68 892)	(16 011)	(993)	-	(1 227 267)
Transferts et mise au rebut	-	-	(634 293)	(85 461)	-	-	-	(719 755)
<b>Solde au 31.12.2019</b>	<b>-</b>	<b>18 603 539</b>	<b>74 135 300</b>	<b>18 839 524</b>	<b>1 855 111</b>	<b>1 070 398</b>	<b>-</b>	<b>114 503 872</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 918 326</b>	<b>9 763 386</b>	<b>21 761 287</b>	<b>5 672 489</b>	<b>351 976</b>	<b>522 785</b>	<b>18 763 880</b>	<b>59 754 129</b>

								2018
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
<b>ACTIF BRUT :</b>								
Solde au 31.12.2017	3 020 918	29 955 486	93 513 846	24 680 419	2 156 888	1 255 305	16 407 582	170 990 444
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	699 492	2 109 602	1 147 897	25 024	236 090	2 951 551	7 169 656
Cessions	(54 148)	-	(2 226 785)	(613 972)	-	(435)	-	(2 895 340)
Autres variations	(48 444)	(2 103 418)	(1 436 520)	(474 005)	(58 250)	(12 192)	152	(4 132 677)
Transferts et mise au rebut	-	(10 017)	781 472	(386 638)	-	(24 983)	(1 142 554)	(782 720)
<b>Solde au 31.12.2018</b>	<b>2 918 326</b>	<b>28 541 543</b>	<b>92 741 615</b>	<b>24 353 701</b>	<b>2 123 661</b>	<b>1 453 786</b>	<b>18 216 731</b>	<b>170 349 363</b>
<b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b>								
Solde au 31.12.2017	-	18 909 939	72 008 178	20 058 824	1 794 658	766 948	-	113 538 547
Changement % détenu	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	959 986	4 299 055	916 056	67 651	175 983	-	6 418 731
Cessions	-	-	(1 185 185)	(547 607)	-	(435)	-	(1 733 227)
Autres variations	-	(1 312 766)	(1 323 904)	(184 828)	(39 327)	(3 271)	-	(2 864 096)
Transferts et mise au rebut	-	(8 141)	451 119	(311 157)	(1 523)	(24 895)	-	105 403
<b>Solde au 31.12.2018</b>	<b>-</b>	<b>18 549 018</b>	<b>74 249 263</b>	<b>19 931 288</b>	<b>1 821 459</b>	<b>914 330</b>	<b>-</b>	<b>115 465 358</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 918 326</b>	<b>9 992 525</b>	<b>18 492 352</b>	<b>4 422 413</b>	<b>302 203</b>	<b>539 455</b>	<b>18 216 731</b>	<b>54 884 005</b>

## 8.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31.12.2019	31.12.2018
Bâtiments et autres constructions	1 242 708	2 891 541
Équipement de base	387 593	15 736
Matériel de transport	-	44 274
Autres immobilisations corporelles	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 630 301</b>	<b>2 951 551</b>

### 8.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2019	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2018
Bâtiments et autres constructions	660 086	959 986
Équipement de base	2 612 321	4 299 055
Matériel de transport	668 735	916 056
Fournitures administratives	54 279	67 651
Autres immobilisations corporelles	157 061	175 983
<b>TOTAL</b>	<b>4 152 482</b>	<b>6 418 731</b>

### 8.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

AMORTISSEMENT CUMULÉ	31.12.2019	31.12.2018
Bâtiments et autres constructions	18 603 539	18 549 018
Équipement de base	74 135 300	74 249 263
Matériel de transport	18 839 524	19 931 288
Fournitures administratives	1 855 111	1 821 459
Autres immobilisations corporelles	1 070 398	914 330
<b>TOTAL</b>	<b>114 503 872</b>	<b>115 465 358</b>

### 8.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2019 et 2018, concernent les projets suivants :

	31.12.2019	31.12.2018
Bâtiments et autres constructions	18 763 565	17 931 687
Équipements	-	101 732
Matériel de transport	-	183 312
Autres actifs	315	-
<b>TOTAL</b>	<b>18 763 880</b>	<b>18 216 731</b>

### 8.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

2019	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	50 606 504	32 910 760	17 695 744
Angola	91 727 320	58 762 721	32 964 599
Mozambique	15 565 407	9 777 489	5 787 918
Maroc	2 045 775	2 045 775	-
Botswana	60 163	48 647	11 516
Cap-Vert	51 348	49 706	1 642
Zambie	10 917 143	8 279 699	2 637 444
Malawi	1 771 999	1 380 306	391 693
Gabon	1 512 342	1 248 769	263 573
<b>TOTAL</b>	<b>174 258 001</b>	<b>114 503 872</b>	<b>59 754 129</b>

2018	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	45 892 886	32 960 291	12 932 595
Angola	93 177 861	59 592 865	33 584 996
Mozambique	14 049 664	9 599 926	4 449 738
Maroc	2 748 957	2 700 682	48 275
Botswana	60 164	48 446	11 718
Cap-Vert	51 347	49 705	1 642
Zambie	11 057 528	8 292 015	2 765 513
Malawi	1 798 614	1 124 365	674 249
Gabon	1 512 342	1 097 063	415 279
<b>TOTAL</b>	<b>170 349 363</b>	<b>115 465 358</b>	<b>54 884 005</b>

## 9. CONTRATS DE LOCATION

### 9.1. Contrats de location-financement - Locataires

#### A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2019 et 2018 :

	31.12.2019	31.12.2018
Équipement de base	4 178 738	970 669
Matériel de transport	2 618 762	1 482 527
<b>TOTAL</b>	<b>6 797 500</b>	<b>2 453 196</b>

#### B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2019 et 2018 et leur valeur actuelle :

	31.12.2019	31.12.2018
Paiements minimaux jusqu'à un an	1 982 108	902 890
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	4 226 871	1 687 275
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
<b>TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX</b>	<b>6 208 979</b>	<b>2 590 165</b>
Paiement d'intérêts futurs	106 959	45 867
<b>VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS</b>	<b>6 102 020</b>	<b>2 544 298</b>

#### C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Moins d'un an	1 982 108	902 890	1 932 060	879 871
Plus d'un an et moins de 5 ans	4 226 871	1 687 275	4 169 960	1 664 427
Plus de 5 ans	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 208 979</b>	<b>2 590 165</b>	<b>6 102 020</b>	<b>2 544 298</b>

## 10. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

### 10.1. Filiales

#### A. Liste et description des filiales :

DESCRIPTION	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Edirio - Construções, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Consolidation intégrale
Urano, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00 %	Consolidation intégrale

## 10.2. Coentreprises

### A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DESCRIPTION	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Tecnovia
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Tecnovia

### B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	Intégration proportionnelle
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	Coût
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	Intégration proportionnelle
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	Intégration proportionnelle
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	Intégration proportionnelle

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE n'étaient pas disponibles.

### C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle, de la date à laquelle le contrôle est partagé jusqu'au terme effectif de celui-ci. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable.

## 10.3. Sociétés associées

### A. Liste et description des sociétés associées :

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	21,85 %	Mise en équivalence
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

### B. Valeur comptable et données sur les entités :

2019 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	176 237 035	(3 226 340)	(10 936 496)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	326 818 452	(16 308 301)	4 922 123
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	547 581	2 641 830	1 642 907	793 496
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	163 208	2 799 062	489 674	(345 790)
<b>TOTAL</b>	<b>710 789</b>			

2018 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	179 633 938	15 852 232	(10 227 909)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	292 374 039	(8 626 182)	7 423 213
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	414 000	2 621 733	1 242 123	1 182 123
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	409 720	3 558 915	1 229 287	434 401
<b>TOTAL</b>	<b>823 720</b>			

## 10.4. Détail du poste « Autres immobilisations financières »

AUTRES PARTICIPATIONS ENREGISTRÉES AU COÛT	31.12.2019	31.12.2018
Norgarante	18 877	18 877
Garual	1 682	1 682
Lisgarante	1 682	1 682
BAI - Banco Africano Investimento	341 375	341 375
Lusitânia Seguros	76 815	76 815
Autres	1 817	2 820
<b>TOTAL</b>	<b>442 248</b>	<b>443 251</b>

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
	31.12.2019	31.12.2018
UTE Alcântara - Garrouillas	-	-
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 332 373	20 332 373
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 473 348	13 473 348
Autres - Titres de dette publique	57 578 234	54 993 624
Autres - FCT	46 215	37 519
<b>TOTAL</b>	<b>91 430 170</b>	<b>88 836 864</b>

## 11. STOCKS

### 11.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

Le groupe évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

### 11.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2019	31.12.2018
Matières premières et fournitures consommables	12 993 023	13 796 562
Marchandises	9 646	9 646
Produits finis et intermédiaires	592 998	610 970
Produits et travaux en cours	-	-
	13 595 667	14 417 178
Pertes de valeur	(873 109)	(873 109)
<b>TOTAL</b>	<b>12 722 558</b>	<b>13 544 069</b>

### 11.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Stock initial	9 646	27 806	12 923 453	11 700 540
Pertes de valeur sur stocks	-	-	-	-
Achats	-	-	38 210 742	29 146 330
Reclassement et régularisation de stocks	-	(18 160)	324 043	(554 325)
Stock final	(9 646)	(9 646)	(12 119 914)	(12 923 453)
<b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>39 338 324</b>	<b>27 369 092</b>

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Stock initial	610 970	682 774	-	-
Reclassement et régularisation de stocks	(104 984)	(175 682)	-	-
Pertes de valeur cumulées	-	-	-	-
Stock final	(592 998)	(610 970)	-	-
<b>VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION</b>	<b>(87 012)</b>	<b>(103 879)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 11.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2019	31.12.2018
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	25 307
Produits finis et intermédiaires	-	-
Produits et travaux en cours	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>25 307</b>

REPRISE DES PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2019	31.12.2018
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
Produits et travaux en cours	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>IMPACT SUR L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>25 307</b>

### 11.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
<u>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2018</u>	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2019</b>	<b>873 109</b>

<b>MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES</b>	
<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2017</b>	847 802
Apport	25 307
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
<b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2018</b>	<b>873 109</b>

## 12. CONTRATS DE CONSTRUCTION

### 12.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2019 et 2018, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

<b>OUVRAGE / CONTRAT</b>	<b>PRODUIT DE 2019</b>	<b>PRODUIT DE 2018</b>
Contrats de construction	146 731 668	117 542 868
<b>TOTAL</b>	<b>146 731 668</b>	<b>117 542 868</b>

### 12.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

### 12.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

### 12.4. Information relative aux contrats de construction en cours

<b>2019</b>	<b>CHARGES ENCOURUES</b>	<b>PRODUITS COMPTABILISÉS</b>	<b>AVANCES PERÇUES</b>	<b>RETENUES</b>
Contrats en cours	216 561 305	272 750 419	8 037 550	599 285
<b>TOTAL</b>	<b>216 561 305</b>	<b>272 750 419</b>	<b>8 037 550</b>	<b>599 285</b>

<b>2018</b>	<b>CHARGES ENCOURUES</b>	<b>PRODUITS COMPTABILISÉS</b>	<b>AVANCES PERÇUES</b>	<b>RETENUES</b>
Contrats en cours	313 185 360	391 948 557	3 848 926	911 108
<b>TOTAL</b>	<b>313 185 360</b>	<b>391 948 557</b>	<b>3 848 926</b>	<b>911 108</b>

## 13. PRODUITS

### 13.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

Le groupe comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

**A. Ventes** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

**B. Prestations de services** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

**C. Intérêts** – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

**D. Dividendes** – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

### 13.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

	31.12.2019	31.12.2018
Ventes de biens	1 662 673	1 573 288
Prestations de services	153 112 360	123 001 200
Intérêts	2 693 455	2 656 666
Dividendes	118 586	800 907
<b>TOTAL</b>	<b>157 587 074</b>	<b>128 032 061</b>

## 14. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

### 14.1. Provisions

Le groupe comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 675 638	637 274	1 987	(291 987)	-	3 022 912
Provisions contrats de construction	-	-	-	-	-	-
Procédures judiciaires en cours	-	-	-	-	-	-
Autres provisions	180 748	5 127	-	(153 372)	85	32 588
<b>TOTAL</b>	<b>2 856 386</b>	<b>642 401</b>	<b>1 987</b>	<b>(445 359)</b>	<b>85</b>	<b>3 055 500</b>

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 554 941	453 088	(3 714)	(328 677)	-	2 675 638
Provisions contrats de construction	2 672	-	(147)	(2 525)	-	-
Procédures judiciaires en cours	166 650	-	(166 650)	-	-	-
Autres provisions	40 107	172 466	-	(31 897)	72	180 748
<b>TOTAL</b>	<b>2 764 370</b>	<b>625 554</b>	<b>(170 511)</b>	<b>(363 099)</b>	<b>72</b>	<b>2 856 386</b>

## 14.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, le groupe est convaincu que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle - une conviction qui est réaffirmée par notre Bureau juridique interne et par les conseillers juridiques et fiscaux.

## 14.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2019, le groupe avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 80 779 467 euros (le 31 décembre 2018, le montant s'élevait à 56 374 504 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

## 14.4. Gestion des risques financiers

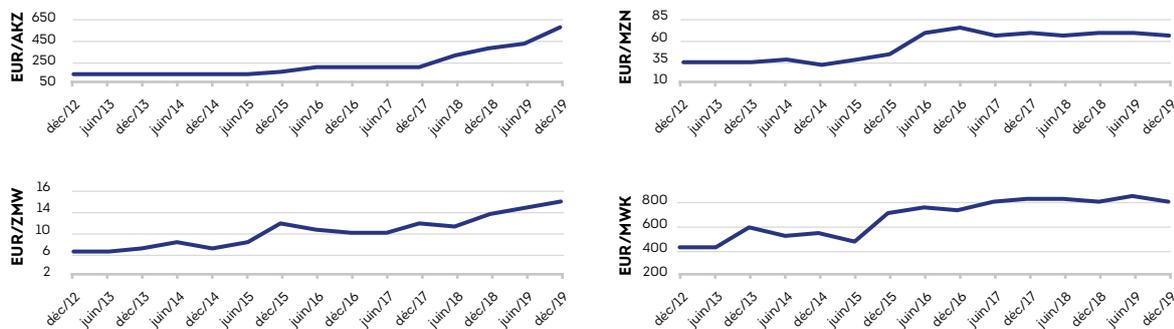
### A. Principes généraux

L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser d'éventuels effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

### B. Risque de taux de change

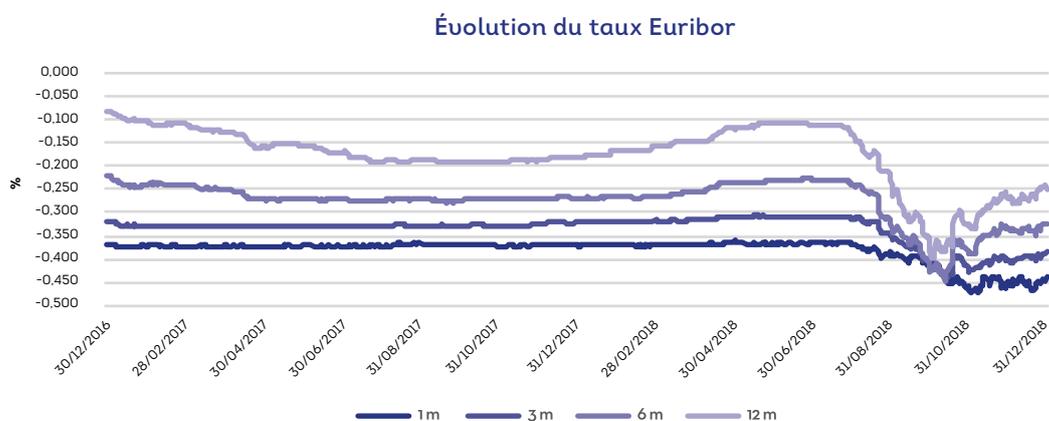
Localisée majoritairement en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi et Gabon), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien et kwacha malawien face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.

### Évolution du taux de change



### C. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Au cours de l'année 2019, compte tenu des perspectives d'évolution du taux d'intérêt, nous avons contractualisé un financement indexé à une couverture de celui-ci. Nous suivons toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur nos financements.



### D. Risque de crédit

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier du groupe. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;
- ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

### E. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique de l'entreprise est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

## 15. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

### 15.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2019	31.12.2018
Différences de change défavorables		
- Autres charges	12 850 335	9 674 480
<b>TOTAL</b>	<b>12 850 335</b>	<b>9 674 480</b>
Différences de change favorables		
- Autres revenus	4 433 646	4 326 804
<b>TOTAL</b>	<b>4 433 646</b>	<b>4 326 804</b>

### 15.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES	
Solde au 31.12.2018	(18 989 245)
Différences de change défavorables	(6 814 920)
Différences de change favorables	-
<b>Solde au 31.12.2019</b>	<b>(25 804 165)</b>
DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES	
Solde au 31.12.2017	(7 602 999)
Différences de change défavorables	(11 386 246)
Différences de change favorables	-
<b>Solde au 31.12.2018</b>	<b>(18 989 245)</b>

## 16. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

### 16.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers consolidés concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

## 17. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

### 17.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle du groupe de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019, les charges encourues par le groupe se sont chiffrées à 97 227 euros (en 2018 elles se sont élevées à 71 850 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, le groupe comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

## 17.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT	
Traitement des déchets	97 227
<b>TOTAL</b>	<b>97 227</b>

## 18. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

### 18.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2019	31.12.2018
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	9 511 635	9 496 794
	9 511 635	9 496 794
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	(45 328)	239 915
	(45 328)	239 915
<b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>9 466 307</b>	<b>9 736 709</b>

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

### 18.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2019	31.12.2018
Résultat avant impôts	11 931 640	12 783 806
Charges d'impôt sur les bénéfices	9 466 307	9 736 709
Taux effectif d'impôt	79,34 %	76,14 %
<b>Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 30 % en Angola en 2018 et 2019)</b>	<b>3 476 144</b>	<b>4 733 451</b>
<b>AJUSTEMENTS :</b>		
Résultats découlant de l'application de la méthode de la mise en équivalence	158 405	(109 367)
Taux différenciés d'impôt	565 026	1 750 830
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	3 537 842	2 997 314
Provisions non acceptées comme des charges	7 833	33 675
Reprises de provisions non imposées	-	-
Restitution d'impôt	-	-
Autres revenus non imposés	(3 859 857)	(3 628 504)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	3 063 930	4 773 223
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(286 121)	(609 341)
Différences de change non imposées	1 884 158	(722 796)
Double imposition internationale	-	-
Impositions autonomes	477 293	244 663
Impôt différé découlant d'exercices précédents	(45 328)	239 916
Autres	486 982	33 645
	<b>5 990 163</b>	<b>5 003 258</b>
<b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>9 466 307</b>	<b>9 736 709</b>

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

### 18.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2019, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	62 597	540	3 067	(337)	65 867
Prouisions non acceptées	-	-	-	-	-
Pertes fiscales	-	-	88 998	-	88 998
Autres	601	-	71 415	(601)	71 415
<b>TOTAL</b>	<b>63 198</b>	<b>540</b>	<b>163 480</b>	<b>(938)</b>	<b>226 280</b>

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	940 758	-	-	(43 776)	896 982
Revenu imposable	-	-	88 998	-	88 998
Dépréciations non acceptées	416 170	(56 083)	1 180	-	361 267
<b>TOTAL</b>	<b>1 356 928</b>	<b>(56 083)</b>	<b>90 178</b>	<b>(43 776)</b>	<b>1 347 247</b>

Le 31 décembre 2018, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	62 795	(198)	-	-	62 597
Prouisions non acceptées	235 262	(82 971)	-	(152 291)	-
Pertes fiscales	-	-	-	-	-
Autres	104 314	(12 659)	-	(91 054)	601
<b>TOTAL</b>	<b>402 371</b>	<b>(95 828)</b>	<b>-</b>	<b>(243 345)</b>	<b>63 198</b>

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	984 947	-	-	(44 189)	940 758
Dépréciations non acceptées	254 139	(31 020)	193 051	-	416 170
<b>TOTAL</b>	<b>1 239 086</b>	<b>(31 020)</b>	<b>193 051</b>	<b>(44 189)</b>	<b>1 356 928</b>

## 19. INSTRUMENTS FINANCIERS

### 19.1. Bases d'évaluation

La politique du groupe est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le groupe mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

Le groupe ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détenteur d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

## 19.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2019		31.12.2018	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	101 265 037	-	99 452 174	-
Créances clients, avec garanties	4 122 995	-	3 117 604	-
Créances douteuses	2 965 209	(2 965 209)	3 547 092	(3 547 092)
<b>TOTAL</b>	<b>108 353 241</b>	<b>(2 965 209)</b>	<b>106 116 870</b>	<b>(3 547 092)</b>

## 19.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2019 et 2018, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2019	31.12.2018
Comptes cautionnés	8 767 902	4 618 249
Emprunts bancaires	27 246 701	24 497 516
Billet de trésorerie	20 800 000	13 000 000
Contrats de location-financement	6 174 910	2 605 987
Affacturage	774 442	2 742 525
Découverts bancaires souscrits	2 951 534	86 688
<b>TOTAL</b>	<b>66 715 489</b>	<b>47 550 965</b>

## 19.4. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

### A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2019	31.12.2018
Dépôts en banque	2 693 237	2 656 321
Autres	218	345
<b>TOTAL</b>	<b>2 693 455</b>	<b>2 656 666</b>

### B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2019	31.12.2018
Financements	3 312 612	5 798 691
Contrats de location-financement	38 651	18 313
Autres	66 622	3 251
<b>TOTAL</b>	<b>3 417 885</b>	<b>5 820 255</b>

## 19.5. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, le groupe a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, le groupe a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

31.12.2019		
ACTIFS FINANCIERS	PERTES DE VALEUR	REPRISES
Clients	65 457	(112 113)
Autres comptes débiteurs	-	-
Autres actifs financiers	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>65 457</b>	<b>(112 113)</b>

31.12.2018		
ACTIFS FINANCIERS	PERTES DE VALEUR	REPRISES
Clients	-	(271 143)
Autres comptes débiteurs	-	-
Autres actifs financiers	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>(271 143)</b>

## 19.6. Montant de capital social

Le 31 décembre 2019, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

## 19.7. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2019, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

# 20. AVANTAGES DU PERSONNEL

## 20.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2019, 123 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2019, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2019	31.12.2018
Coût des services courants	291 648	315 991
Coûts des intérêts	326 036	307 037
Gains et pertes actuariels	-	-
Rendement des actifs	-	(239 715)
Autres variations	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>617 684</b>	<b>383 313</b>

Le 31 décembre 2019, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 2 257 382 euros (2018 : 627 762 euros). L'accroissement des responsabilités est associé à l'impact de la modification de quelques-unes des hypothèses, notamment le taux d'intérêt et le taux de croissance des salaires. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 2 518 271 euros (2018 : 1 065 500 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2019 et 2018 :

	HYPOTHÈSES 2019	HYPOTHÈSES 2018
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Table d'invalidité	Swiss Re 2001	Swiss Re 2001
Âge normal de la retraite	66-70 ans	66-70 ans
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	courbe de swap au 31/12/2019 majorée de 2,25 % courbe de swap au 31/12/2018 majorée de 2,25 %	
Taux de croissance des salaires	2,00 %	1,75 %
Taux de croissance des pensions	0,00 %	0,00 %
Participants	324	309
Bénéficiaires	123	113

## 20.2. Avantages sociaux

Au 31 décembre 2019, dans le cadre de l'activité de la Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), environ 697 collaborateurs en Angola et au Mozambique bénéficiaient de plans de connaissance spécialisés, aussi bien dans le domaine technique et professionnel que dans celui de l'alphabétisation et de la scolarisation, sur leurs lieux de travail. Les charges associées à cette activité sont financées dans leur totalité par Conduril - Engenharia, S.A.. Le 31 décembre 2019, les opérations/actions/programmes de l'exercice sont résumés comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2019
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	246 962
Formation technique et professionnelle	172 873
Formation humaine et culturelle	24 696
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	49 393
<b>TOTAL</b>	<b>493 924</b>

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2018
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	258 543
Formation technique et professionnelle	180 980
Formation humaine et culturelle	25 854
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	51 709
<b>TOTAL</b>	<b>517 086</b>

## 21. AUTRES INFORMATIONS

### 21.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2019 et 2018, est le suivant :

ACTIF	31.12.2019	31.12.2018
Impôt sur le revenu des personnes physiques	1 097	4 177
Taxe sur la valeur ajoutée	9 585 343	8 634 165
Cotisations à la Sécurité sociale	10 124	-
Impôt sur le revenu des personnes morales	3 192 145	3 442 611
Autres impositions	2 873 489	2 784 753
<b>TOTAL</b>	<b>15 662 198</b>	<b>14 865 706</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Impôt sur le revenu des personnes physiques	606 310	464 789
Taxe sur la valeur ajoutée	9 125 738	7 685 584
Cotisations à la Sécurité sociale	590 211	544 078
Impôt sur le revenu des personnes morales	8 712 293	7 813 881
Autres impositions	643 059	782 446
<b>TOTAL</b>	<b>19 677 611</b>	<b>17 290 776</b>

## 21.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2019 et 2018, se sont réparties comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Marché intérieur	54 037 169	29 283 666
Marché extérieur	100 737 864	95 290 822
<b>TOTAL</b>	<b>154 775 033</b>	<b>124 574 488</b>

## 21.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Contrats de sous-traitance	30 278 250	24 033 251
Services spécialisés	4 293 097	847 168
Matériaux	1 067 856	1 264 955
Énergie et fluides	3 159 609	3 718 127
Déplacements, séjours et transports	3 850 461	3 808 153
Loyers et locations	4 993 567	4 648 906
Communication	366 959	372 262
Assurances	936 462	1 062 847
Redevances	13 081	18 195
Contentieux et notaires	17 630	38 181
Frais de représentation	28 568	101 001
Nettoyage, hygiène et confort	288 295	277 167
Autres services	1 850 636	3 237 091
<b>TOTAL</b>	<b>51 144 471</b>	<b>43 427 304</b>

## 21.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Rémunérations des organes sociaux	1 235 089	1 718 990
Rémunérations du personnel	29 451 301	25 634 651
Indemnités	36 677	163 773
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 20.1)	617 684	383 313
Charges sur rémunérations	3 464 116	2 890 782
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	1 065 717	760 886
Charges aide sociale	2 268 441	1 789 758
Autres	643 594	781 866
<b>TOTAL</b>	<b>38 782 619</b>	<b>34 124 019</b>

## 21.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Revenus supplémentaires	1 385 588	1 432 546
Escomptes obtenus pour paiement comptant	71 482	200 855
Différences de change favorables	4 433 646	4 326 804
Gains de stocks	12 935	11 310
Revenus et produits dans les autres actifs non financiers	616 031	382 561
Intérêts perçus	2 693 455	2 656 666
Dividendes perçus	118 586	800 907
Corrections relatives à des exercices précédents	203 491	622 517
Revenus contractuels	386 344	7 964 594
Autres	78 572	197 364
<b>TOTAL</b>	<b>10 000 130</b>	<b>18 596 124</b>

## 21.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Impôts et taxes	2 269 017	1 682 627
Escomptes attribués pour paiement comptant	789 273	1 041 837
Créances irrécouvrables	-	29 364
Différences de change défavorables	12 850 335	9 674 480
Amendes et pénalités	249 473	-
Pertes de stocks	-	801 086
Pertes et charges dans les autres immobilisations financières	16 987	63 595
Charges et pertes dans des investissements non financiers	-	1 963
Corrections relatives à des exercices précédents	128 668	534 070
Autres	900 902	1 044 146
<b>TOTAL</b>	<b>17 204 655</b>	<b>14 873 168</b>

## 21.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

<b>CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT</b>	31.12.2019	31.12.2018
Charges d'intérêts	3 351 263	5 817 004
Autres charges et pertes de financement	531 434	590 895
<b>TOTAL</b>	<b>3 882 697</b>	<b>6 407 899</b>

## 21.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Charges à comptabiliser - assurances	374 581	226 904
Charges à comptabiliser - autres	3 447	63
Fonds de pension - excédent (Note 20.1)	-	-
Autres	294 222	135 580
<b>TOTAL</b>	<b>672 250</b>	<b>362 547</b>

<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Produits à comptabiliser - NCRF 19	768 092	288 522
Fonds de pension (Note 20.1)	-	-
Facturation à comptabiliser	381 078	317 526
<b>TOTAL</b>	<b>1 149 170</b>	<b>606 048</b>

## 21.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Fournisseurs soldes débiteurs	642 092	877 518
Avances aux fournisseurs	2 010 359	508 947
Débiteurs pour hausse des revenus	47 777 273	30 525 446
Acomptes sur ventes	49 898	631 274
Personnel	424 727	42 685
Débiteurs divers	17 242 870	19 955 686
<b>TOTAL</b>	<b>68 147 219</b>	<b>52 541 556</b>

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2019 et 2018, se compose comme suit :

	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Clients soldes créditeurs	53 367	37 349
Personnel	2 430 029	1 558 217
Fournisseurs d'investissements	59 011	264 253
Créanciers pour hausse des charges - rémunérations	1 863 665	1 520 260
Créanciers pour hausse des charges - autres	4 527 528	5 443 926
Créanciers divers	2 795 013	1 447 942
<b>TOTAL</b>	<b>11 728 614</b>	<b>10 271 947</b>

## 21.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 2 461 138 euros, soit intégralement transféré aux Réserves libres.

## 22. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du décret-loi n° 411/91, du 17 octobre, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

## 23. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ENTITÉS VISÉES À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT H) ET À L'ARTICLE 9, PARAGRAPHE 4, TOUS LES DEUX DU DÉCRET-LOI N° 158/2009, DU 13 JUILLET, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE DÉCRET-LOI N° 98/2015, DU 2 JUIN

### 23.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

	31.12.2019	31.12.2018
Portugal	56 740 835	32 103 138
Angola	54 330 413	51 543 022
Mozambique	14 219 926	11 009 040
Maroc	2 872 196	-
Zambie	20 727 294	21 406 554
Malawi	3 337 295	5 159 291
Gabon	2 547 074	3 353 443
<b>TOTAL</b>	<b>154 775 033</b>	<b>124 574 488</b>

### 23.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2019, les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 31 500 euros.

L'administration,

Le comptable certifié,



Portugal\_Voie ferrée de la Beira Baixa, tronçon Couilhã-Guarda

# RAPPORT ET AVIS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE





## **CONSEIL DE SURVEILLANCE**

### **EXERCICE DE 2019**

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport consolidé de gestion, le bilan et les comptes consolidés et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2019.

### **RAPPORT**

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion consolidé présenté par le Conseil d'administration, le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, les flux de trésorerie consolidés et les variations des capitaux propres consolidés, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2019, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes consolidés, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, consolidés, permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière consolidée de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2019, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

## AVIS

1. que le rapport de gestion consolidé, le bilan consolidé, les comptes consolidés et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2019, soient approuvés,
2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion consolidé, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 12 mars 2020

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

---

Ademar Américo Soares Paiva, président

---

Maria de Lourdes Lopes Chaves

---

Júlio Gales Ferreira Pinto



Portugal\_Pont international sur le fleuve Guadiana



**CERTIFICATION**  
**LÉGALE DES COMPTES**  
**CONSOLIDÉS**



## **CERTIFICATION** **LÉGALE DES** **COMPTES**

### **RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

#### **Opinion**

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (le groupe), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2019 (présentant un total de 370 893 772 euros et un total de capitaux propres de 209 272 991 euros, incluant un résultat net de 2 461 138 euros), le compte de résultat consolidé par nature, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers consolidés comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière consolidée de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie consolidés pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

#### **Fondements**

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants des entités faisant partie du groupe et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## Accent

Comme mentionné dans la Note 5 de l'annexe aux états financiers consolidés à la date du 31 décembre 2019, l'entité a modifié, au cours de l'exercice de 2019, la durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins d'une analyse comparative, cette modification a entraîné une réduction des dépréciations et des amortissements de la période d'environ 1 163 258 euros qui a un impact sur l'augmentation du résultat net de l'exercice et de la valeur totale de l'actif.

Notre opinion n'est pas modifiée en la matière.

## Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers consolidés

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers consolidés réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du groupe conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité du groupe à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière du groupe.

## Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers consolidés, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;

- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité du groupe à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire le groupe à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers consolidés, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein du groupe afin d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de l'orientation, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe, ainsi que les responsables en dernier ressort de notre opinion concernant l'audit ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers consolidés.

## RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

### **Sur le rapport de gestion**

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur le groupe, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 11 mars 2020

---

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.  
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (CLC 1126)



# CONDURIL ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835  
4445-416 Ermesinde – Portugal  
T. +351 229 773 920  
geral@conduril.pt

## CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)  
Município de Ingombota – Luanda – Angola  
T. +244 949 422 665  
expgeralluanda@conduril.pt

## CONDURIL MOÇAMBIQUE, ENOP

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,  
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique  
T. +258 219 025 88  
delegacao@conduril.co.mz

## CONDURIL BOTSWANA

Tribal Lot 86 Portion 955 Isis Village  
Tlokweng – Gaborone – Botswana  
T. +267 319 02 53  
info@conduril.co.bw

## CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road  
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill  
Lusaka – Zambia  
T. +260 211 291 441  
zambia@conduril.pt

## CONDURIL MALAWI

Campe Site P.O. Box. 40  
Liwonde – Malawi  
T. +265 994 956 884  
malawi@conduril.pt

## CONDURIL GABÃO

Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)  
Libreville – Gabon  
gabon@conduril.pt

## CONDURIL AÇORES

Rua de São Gonçalo,  
n.º 2013 – 2.º Dt.º  
9500-343 Ponta Delgada  
Portugal

## MÉTIS

Parque Industrial de Viana –  
B.º – Capalanga  
Município de Viana –  
Luanda – ANGOLA  
T. +244 939 212 517  
expgeral@metis-engenharia.com

## URANO

Polo Industrial de Viana,  
Zona do Km 25  
Município de Viana – Comuna do  
Zango – Luanda – ANGOLA  
T. +244 939 133 245  
geral@urano-metalomecanica.com

## EDIRIO, CONSTRUÇÕES, S.A.

Rua Dr. Francisco Sá Carneiro, 22  
4825-087 Água Longa – Santo Tirso  
T. +351 229 688 411  
geral@edirio.pt

## CONDURIL ZIMBABWE

75, Tredgold Way, Lincoln Green  
Belvedere, Harare  
Zimbabwe

